



World Library and Information Congress: 70th IFLA General Conference and Council

22-27 August 2004
Buenos Aires, Argentina

Programme: <http://www.ifla.org/IV/ifla70/prog04.htm>

Code Number: 079-F
Meeting: 142. Social Science Libraries with Division VIII. - Regional Activities
Simultaneous Interpretation: Yes

O.N.G., flux d'informations et nation : une étude exploratoire des interrelations

Lynne M. Rudasil

University of Illinois at Urbana-Champaign
Urbana, USA

RÉSUMÉ

Cet article examine la relation entre l'Organisation Non Gouvernementale ou O.N.G., l'état-nation et la production et le flux d'informations afin d'articuler les tensions entre les trois. Dans ce processus, l'article explorera les rapports pouvant être stimulés entre la communauté des bibliothèques et les O.N.G. afin de faciliter le développement, la diffusion, et le stockage de l'information. Le flux d'information, tout à la fois vers et hors des pays en voie de développement représente un intérêt particulier tant pour les O.N.G. que pour les gouvernements. Comment les inforoutes employées par les O.N.G. se combinent-elles avec la politique d'information du gouvernement et entrent-elles en conflit avec celle-ci? Comment pouvons-nous, en tant que bibliothécaires, soutenir et augmenter la diffusion d'information si essentielle au travail des O.N.G.?

Les O.N.G., l'état-nation et l'information sont des termes possédant diverses acceptions en fonction des publics. Il est donc utile de définir ces termes dans le contexte de cet article, et de fournir un bref historique de la croissance de ces organismes. L'Organisation Non Gouvernementale (O.N.G.) a été présente depuis le milieu du dix-neuvième siècle en tant qu'acteur social. On pourrait dire que certains des prototypes dans le développement des O.N.G. étaient réellement des organismes intergouvernementaux telle la Commission Centrale pour la navigation du Rhin en 1815, qui a cherché à régulariser le trafic fluvial. Les représentants de cette Commission étaient principalement originaires d'Europe de l'Est, et particulièrement d'états qui font maintenant partie de l'Allemagne. À Constantinople, le Conseil Supérieur de la Santé a été organisé en 1838 pour traiter des maladies contagieuses. Ce Conseil a inclus des représentants des Etats Européens et de l'Empire Ottoman. Bien que

seulement cinq organisations non gouvernementales internationales aient pu exister avant 1850, la multiplication de ces organismes était frappante au tournant de ce siècle. Iriye (2001) maintient que la croissance des organisations non gouvernementales internationales était, de plusieurs façons, le précurseur de la société globale. Aujourd'hui, l'expression "O.N.G." évoque des images d'organismes aussi divers qu'Amnesty International, OXFAM, Greenpeace, et le Réseau d'Action Mexicain pour le Libre Echange (RMALC). Les acteurs non-gouvernementaux connus sous le nom d'O.N.G. partagent le monde avec une variété d'organismes tels que, notamment, les Organisations Non Gouvernementales des *Donateurs Organisés* (DONGO), l'Organisation Non Gouvernementale *Organisée* *Gouvernementalement* (GONGO), l'Organisation Quasi Non Gouvernementale (QUANGO), l'Organisation de Base (GRO), et l'Organisation Intergouvernementale (IGO) (Reinalda, 2001) Les problèmes sociaux et économiques divers sont au centre des préoccupations de ces organismes, depuis qu'elles reflètent la présence d'une société civile, et abordent des domaines aussi divers que la religion, les droits des femmes, les ressources environnementales, l'agriculture, et une myriade d'autres secteurs.

La croissance des Organisations Non Gouvernementales a été presque aussi forte que la croissance de l'Internet et a parfois été vue en tant qu'élément du processus de globalisation. Si nous sommes d'accord avec le point de vue historique d'Iriye, l'O.N.G. a présagé le développement de la globalisation en tant que facteur dans le développement de l'internationalisme. Le développement des O.N.G. avant et après la Première Guerre Mondiale a été relativement rapide. Que ce soit malgré ou en raison de la dévastatrice "guerre pour finir toutes les guerres" et de la grande dépression, la croissance du nombre des O.N.G. a été régulière. Les années 40 ont vu l'arrivée des O.N.G. en tant qu'acteur social, mais la véritable puissance politique de ces organismes restait à faire. La croissance exponentielle du nombre d'O.N.G. s'est produite à la fin du vingtième siècle. L'édition 1993-1994 de l'Annuaire des Organismes Internationaux a énuméré 16.000 O.N.G. reconnues internationalement et 63.000 Organisations Non Gouvernementales et Intergouvernementales internationales dans l'édition électronique 2004 du travail. (1994a, 2004b) Il est intéressant, mais pas surprenant, que la multiplication rapide du nombre d'O.N.G. ait coïncidé avec l'expansion de l'Internet comme outil de la diffusion d'information.

Plusieurs définitions de l'Organisation Non Gouvernementale existent dans la littérature de la science politique. Michael O'Neill divise les O.N.G. en neuf types aux Etats-Unis. (O'Neill uni, 1990) Son point de vue sur les O.N.G. repose sur l'orientation de l'organisation – qu'elle soit orientée vers la religion, l'éducation privée et la recherche, les soins de santé, les arts et culture, les sciences sociales, les services légaux et juridiques, l'aide internationale, les bailleurs de fonds, et des organismes d'avantages mutuels. Gerard Clarke (1998), de l'université du Pays de Galles, Swansea, définit les O.N.G. comme des "... organismes privés, sans but lucratif, professionnels avec une nature légale distinctive, concernés par des buts d'assistance sociale publique." Suter (2003) les définit comme étant "n'importe quelle organisation en dehors du gouvernement, telle que les forces du service public et de la défense, et les affaires." Reinalda et Verbeek (2001) identifient deux caractéristiques définissant l'O.N.G. dans une analyse des relations de pouvoir. Ils sont d'accord avec la définition de l'Annuaire des Organismes Internationaux qui définit les O.N.G. comme des "organismes qui n'ont pas été fondés, et ne sont pas formellement contrôlés, par des gouvernements nationaux." En allant au-delà de la définition de l'Annuaire, ils maintiennent qu'une seconde caractéristique de ces organismes est la poursuite "d'objectifs privés grâce à des moyens privés qui sont susceptibles d'avoir des effets publics domestiques ou transnationaux."

Comme nous pouvons le voir, plusieurs thèmes sont fréquemment répétés en essayant de définir l'O.N.G. Elles ne sont ni soutenues ni fondées par un gouvernement, bien que les politiques gouvernementales auraient pu être une raison importante de leur naissance. Elles ont généralement défini leurs buts et leurs objectifs en relation avec la création d'une société civile. Elles travaillent, au moins en apparence, au niveau primaire pour fournir l'aide, l'éducation, et, le plus important pour le bibliothécaire, l'information liée à la fois à une assistance qu'ils essayent de soulager, et à une assistance plus large composée de politiciens, des organismes d'état et des agences de placement. Suter (2003) se rapporte à elles comme à la "voix d'avertissement" selon laquelle les choses ne sont pas telles qu'elles devraient être dans une société juste et équitable. Souvent, cette voix d'avertissement est perçue comme interférant avec les droits souverains de l'état. Quand cela se produit, beaucoup de tensions peuvent être générées entre le gouvernement et l'agence, dans la poursuite d'idées humanitaires ou sociales. Un exemple commun de cette tension est l'incapacité des organismes d'aide à fournir efficacement de la nourriture et des soins médicaux dans des zones déchirées par la guerre. Il n'est pas inhabituel de constater, lors de ces événements, que les organismes d'aide aient vu leur technologie de communication confisquée par le régime au pouvoir dans les secteurs contestés, et ont, également, perdu des vies dans leurs tentatives de fournir l'aide humanitaire.

Il est utile de regarder le rapport entre l'O.N.G. et l'information sur base d'un modèle qui reflète le point d'action de l'O.N.G. Korten (1990), Elliot (1987), et Clarke (1998) ont chacun discuté cette approche, et la méthode peut être utile au bibliothécaire pour s'assurer tant la production de l'information que les besoins d'information. Dans ce modèle, trois générations d'O.N.G. sont décrites. Les générations successives des O.N.G. travaillent avec une assistance et une base graduellement en extension. Le flux d'information est à la fois en amont, de l'O.N.G., et en aval, vers les individus que les O.N.G. servent. Les générations ne sont pas mutuellement exclusives. Autrement dit, il existe une petite partie de la première génération dans la deuxième ou la troisième génération, un peu de la génération trois dans la génération deux, et ainsi de suite. Le modèle reflète, dans une certaine mesure, la maturité de l'organisation, mais la maturité dans ce sens ne devrait pas indiquer un manque de but ou d'organisation à quelque niveau que ce soit.

La première génération d'O.N.G. travaille au sein d'une communauté pour fournir bien-être et soulagement aux populations locales, en se concentrant sur l'intervention en cas de crise en fournissant nourriture, soins de santé, et d'autres services essentiels. A ce moment, le flux primaire d'information qui réside dans l'organisation provient de l'arène politique, sociale et économique. L'information obtenue est traitée et rendue pertinente, par l'organisation, pour la communauté locale. L'information produite par l'O.N.G. à ce moment vise la population d'utilisateurs, et également l'agence de placement. Elle fournit la raison d'être du travail de l'O.N.G. Les organismes à ce niveau sont souvent désignés par le nom d'Organisations de Personnes ou GROs précédemment cité.

La deuxième génération d'O.N.G. est impliquée dans des projets de développement au niveau local. Les projets pourraient inclure des améliorations en matière d'approvisionnement en eau, d'hygiène, de production agricole, et d'éducation générale. Les informations fournies aux corps de placement sont toujours très importantes. Cependant, habituellement, cette génération est légèrement établie. Tout comme l'organisation de première génération, l'attention demeure au niveau local et régional, en utilisant des économies d'échelle pour fournir l'aide et l'assistance. En outre, comme la première génération d'O.N.G., ces organismes plus mûrs demeurent concentrés vers le bas et évitent généralement l'organisation

et la mobilisation politique manifestes de la clientèle. Les flux d'information sont dirigés vers la population ciblée, mais le volume est plus grand et reflète plus de compétences dans la manipulation des problèmes qu'une organisation plus jeune.

La troisième génération d'O.N.G. est susceptible de travailler localement, nationalement, et internationalement en essayant de mobiliser le soutien face à un problème et d'établir des coalitions. Plusieurs de ces organismes basent leur travail sur la "conscientisation" et sur des concepts de mobilisation développés par des théologiens latino-américains de la libération tels qu'Assmann, Gutierrez et Fanon. Ce sont les organismes qui emploient le plus efficacement les mass media. Ils éditent régulièrement et emploient une variété de moyens pour obtenir l'information du public. La nature de leur travail rend important pour eux l'accès à l'arène internationale. Ces organismes fournissent également souvent de l'aide à des groupes d'organisations semblables, assurant des moyens de communication entre les unités plus petites, et si possible, des ressources. Ils agissent fréquemment en tant que conseils coordinateurs.

Les O.N.G. de la troisième génération fournissent le plus fréquemment la voix d'avertissement à laquelle nous, en tant que bibliothécaires, devrions prêter attention. Que leur but soit d'améliorer la position des groupes avec lesquels elles fonctionnent, ou d'influer sur un changement au sein d'une société, les organismes "de voix d'avertissement" sont le plus fortement impliqués dans la production d'information. Ceci peut apparaître sous la forme de papiers de briefing, d'études de cas, de rapports, et de papiers de travail, ou cela peut apparaître sous un format formellement édité. Les papiers détaillant l'histoire de l'organisation peuvent également être disponibles, en plus de l'information exigée par le gouvernement sous lequel l'O.N.G. fonctionne.

Dans des travaux récents, Leonard (2002) précise une autre fonction importante de l'O.N.G. de troisième génération. En écrivant sur des formes alternatives de diplomatie, il indique l'importance des O.N.G. qui travaillent avec des sociétés civiles dans le monde entier. Les "O.N.G. ont trois ressources principales, auxquelles les gouvernements étrangers n'ont pas aisément accès : la crédibilité, la compétence, et les réseaux appropriés." Comment les O.N.G., à l'époque de la globalisation, travaillent-elles à engager des états dans leur réponse aux problèmes sociaux, politiques, et économiques? Très peu de ces organismes revendiqueraient une influence active sur la politique. L'organisation, l'éducation, et l'information sont les outils de base de l'O.N.G. Ces outils sont, le plus souvent, utilisés dans l'arène internationale pour fournir une discussion entre états ou pour affecter un changement par la pression coercitive entre états.

Quelle est la relation entre l'O.N.G., telle que nous l'avons définie ici, et l'état-nation? Le système Westphalien et les écoles néo-réalistes de la science politique nous font croire qu'il n'y a pas de relation, ou du moins aucun rapport qui ait une signification. Dans cette vue du monde, seuls l'état-nation, avec des limites physiques clairement définies, bien que souvent artificielles, et l'administration, ont la puissance d'influer un changement. L'état est le seul acteur dans les rapports de puissance entre les pays. Aujourd'hui, cependant, nous sommes davantage harmonisés à la nature globale des rapports de puissance et à l'interdépendance de nos espèces. Les forces de la globalisation ont brouillé les frontières de l'état. Dans l'Union Européenne les effets peuvent être vus relativement clairement lorsque les pays membres essaient de gérer des politiques nationales et publiques changeantes. Ce qui est désigné sous le nom du "procédé de normalisation," est en fait une négociation et une médiation de la politique d'état, principalement dans les domaines du commerce et de l'immigration.

Suter (2003) articule plusieurs caractéristiques des O.N.G. qui affaiblissent tous les arguments selon lesquels les organismes ne sont pas une force viable dans les politiques internationales. D'abord, il reconnaît que les O.N.G. fournissent un point central alternatif à la loyauté de certains citoyens. Ensuite, dans cette ère de la communication, ils montrent que les gouvernements n'ont pas un monopole sur l'information et les idées. De plus, les O.N.G. peuvent être tout à fait à même d'employer les mass media pour leurs campagnes. Les O.N.G. fournissent une alternative à ceux qui souhaiteraient travailler pour un meilleur monde. Enfin, elles sont reconnues par les organismes intergouvernementaux qui accordent diverses formes de statut consultatif aux O.N.G. leur permettant de participer au travail d'une organisation plus grande. Ces IGO fournissent parfois l'appui aux O.N.G. sous forme de conseillers et d'observateurs experts, et reçoivent parfois un avis d'expert et une information importante dans l'échange. Le travail du Croissant Rouge international en Irak est un excellent exemple de cette relation.

Les différents pays ont des réactions diverses face au développement d'organismes, cherchant à partager le pouvoir, à l'intérieur de leurs frontières. Dans des zones plus démocratisées, ces réactions s'étendent de l'encouragement à la négligence bénigne. Dans d'autres cas, le développement de ces organismes qui expriment les problèmes intrinsèques d'un secteur est désapprouvé et des contrôles variables sont mis en place pour éviter toute pensée que le pouvoir doit partager ou que ces organisations ont une influence sur le gouvernement. Dans d'autres états encore, le développement des O.N.G. est stimulé et parfois les buts et l'influence de l'organisation sont cooptés pour des fins politiques. Même ceux qui continuent à s'accrocher à la théorie Westphalienne de la nationalité commencent à reconnaître l'importance de l'O.N.G. en tant qu'acteur social, si ce n'est politique.

Reconnaissant que l'état et l'O.N.G. interagissent l'un avec l'autre, où et quand l'état a-t-il la capacité d'influencer les possibilités de production de l'information de l'O.N.G.? *The British Parliament's All Part Parliamentary Group for World Government* a commissionné la « Confiance Mondiale Unique », une de ses divisions, avec la création d'un rapport au sujet des révélations faites par une variété d'organismes internationaux. En janvier 2003 "le Rapport de Comptabilité Générale" a été publié. En examinant sept O.N.G., seulement quatre ont publié en ligne leurs rapports annuels et seulement trois ont fourni l'information financière en même temps que leurs rapports. (One World Trust, 2003) Ce type de compte-rendu par les O.N.G. est devenu un problème important lors de ces dernières années. Quand l'état commence à leur imposer des limites de normalisation, on s'attend à ce que ces agences deviennent plus ouvertes au sujet de leurs structures organisationnelles, en conséquence de quoi, plus d'informations devraient devenir disponible.

Mais les rapports financiers ne sont pas les seuls documents internes produits par l'O.N.G. Beaucoup de ce qui est fait dans l'organisation apparaît sous forme de papiers de briefing, d'études de cas, et de suggestions de programmation. Plusieurs initiatives sont entreprises pour aider à la capture des documents internes d'une variété d'O.N.G. Dans les années 90, l'université du Colorado à Boulder a commencé à rassembler des supports d'archives sur des O.N.G. de droits de l'homme. Ces matériaux ont été identifiés comme des documents extrêmement importants pour aider à comprendre le mouvement des droits de l'homme. La disponibilité des documents sur la fondation, l'histoire, et les découvertes de ces organismes étaient un facteur moteur dans le développement de l'archive. (Montgomery, 1996) Un type différent d'activité est montré par l'Initiative Régionale Latino-Américaine et des Caraïbes de Réforme du Secteur de la Santé. Grâce au Centre Latino-Américain et des Caraïbes sur

l'Information des Sciences de la Santé, une base de données de recherches de la littérature grise des O.N.G. et des agences gouvernementales liées à la politique sanitaire est disponible.

Oxfam est un exemple typique de la troisième génération d'O.N.G. qui produit et met en réseaux son information. Elle a réussi en organisant et en accumulant des ressources importantes d'information. Cette organisation a environ soixante ans. Elle a plus de 170 bureaux avec plus de 2.700 employés situés partout dans le monde. C'est un membre de Oxfam International, une organisation qui chapeaute douze O.N.G. distinctes dans le monde entier, généralement dans des pays qui ont été membres du Commonwealth, et aussi les Pays-Bas. Les quartiers généraux britanniques siègent dans une bibliothèque qui contient environ 16.500 livres, 120 titres de journaux, littérature grise, rapports, et matériaux audiovisuels. Les livres, journaux, feuilles de travail et rapports annuels produits par l'organisation sont tous conservés dans cette bibliothèque. En outre, Oxfam a établi des archives de société en 1994. Les archives incluent des articles du conseil d'administration, des groupes de décision, la correspondance, les rapports annuels nationaux, l'évaluation, les rapports des visites de projet, photographies, film, vidéo et bandes sonores, les transparents, et les artefacts. Actuellement l'organisation considère une proposition de Thompson - Gale pour microfilmer certaines de leurs séries les plus importantes de matériaux primaires. (Stephen, 2003)

L'Internet a été un atout important pour l'O.N.G. Si l'organisation a accès à la technologie requise pour publier sur Internet, obtenir des informations sur les problèmes adressés par l'organisation est plus facile que jamais auparavant. Le problème ici se situe dans la capacité d'obtenir le matériel nécessaire et la disponibilité de l'infrastructure de support. Beaucoup a été écrit sur l'info-riche et l'info-pauvre dans des pays en voie de développement. De cette manière, la technologie est à double tranchant pour l'O.N.G. L'Internet et les mass media ont été très utiles pour diffuser les messages de ces organismes dans le domaine public. La capacité de reconnaître un désastre humain potentiel ou la voix d'avertissement, a été utilisée à plusieurs reprises dans des cas tels que la famine en Afrique Saharienne, les abus des droits de l'homme au Kosovo, ou l'épidémie de SIDA dans le Sud-est asiatique et en Afrique Subsaharienne. La capacité de saisir et d'archiver cette information est relativement facile pour le bibliothécaire dans le monde développé parce que les canaux de communication sont tellement transparents. En théorie, il est possible d'observer les mouvements d'un grand nombre de réfugiés afin de rendre les approvisionnements et les efforts plus sensibles à cette population, particulièrement en Afrique Subsaharienne. En pratique, il est encore difficile de déplacer sans risque et de manière efficace la technologie nécessaire dans les zones en troubles. Ne vous méfiez pas nécessairement de l'aidant individuel, mais de la menace que cette technologie pose souvent et qui entrave les organisations de soutien humanitaire.

Où ceci nous mène en tant que bibliothécaires? Que pouvons-nous faire pour atténuer les effets négatifs du contrôle de l'information gouvernementale et de la technologie d'information ainsi que du manque de compétences ou de ressources de la part de l'O.N.G.?

Le Centre International de Liaison de l'Environnement, une organisation non gouvernementale servant un réseau d'O.N.G. environnementales et de développement dans le monde entier, ont édité une étude sur les besoins d'information des O.N.G. dans le Pacifique, en Afrique, en Asie et en Amérique Latine en 1990. (Marcharia et Muya, 1990) Un des résultats de l'étude a montré que 405 des 550 répondants ont prétendu avoir des bibliothèques ou des centres d'information au sein de la structure administrative de leurs agences. 98,1% des agences ayant répondu ont indiqué un besoin de développement de leurs sources d'information pour soutenir le travail dans lequel ils se sont engagés. À ce moment-là,

l'imprimé était la forme préférée pour les matériaux. Les modes de communication de l'information incluent le téléphone, le télex, le fax, et l'e-mail.

Il est possible de supposer que le mode préféré de communication aujourd'hui serait l'Internet! L'Internet pose son propre ensemble de problèmes pour l'accès à la production de l'information des O.N.G. Le problème avec ce système de distribution de l'information est étroitement lié à sa valeur. Bien que l'accès à Internet soit presque omniprésent, fournissant une infrastructure de l'information jamais atteinte jusque là, la nature même de cette information est également problématique. L'étudiant ou le chercheur peut facilement l'employer pour les ressources connues, mais il est difficile, voire impossible, de naviguer dans le "web profond". Une grande partie du matériel disponible reste inconnu, même pour le moteur de recherche le plus intelligent, s'il n'est pas correctement classifié par le biais de meta-données. Le fonctionnaire du gouvernement et l'administrateur sont fréquemment tentés de traiter les résultats de recherche de la même manière qu'un étudiant préparant une licence dans n'importe quelle université des Etats-Unis, regardant la première ou la deuxième page de résultats de Google et ne creusant pas plus en profondeur.

Un autre problème avec l'accès à Internet se situe dans les différentes normes qui pourraient être employées pour fournir des sites d'information. Les différents niveaux du financement, le contrôle du gouvernement, la philosophie d'utilisation et du service, ainsi que les possibilités techniques jouent un rôle en augmentant la difficulté d'accès à l'information envoyée par l'O.N.G. La fiabilité dans l'accès et le contenu demeurera un problème pendant un certain temps.

Ceci, naturellement, mène à la question des "techno-riches" et des "techno-pauvres". Une grande partie de ce qui est écrit est actuellement concentré sur ce problème d'info-riche et d'info-pauvre dans cet environnement globalisé. Bien que l'Internet soit omniprésent, il n'est pas universellement disponible à chaque membre de la société, ou même à chaque organisation travaillant dans cette société. Jusqu'à ce que ce problème d'accès soit résolu, il continuera à y avoir des pertes dans le réseau de l'information. Les pays en voie de développement, cependant, ont l'occasion de jouer à un saute-mouton technologique, sautant au-dessus du vieux développement d'infrastructure. Un exemple de ceci serait la prolifération des utilisateurs de téléphones portables hors des pays développés. On exige beaucoup moins au niveau du développement physique de l'infrastructure depuis que le développement virtuel est aussi fulgurant.

Il est peut-être temps d'exécuter une autre évaluation des besoins d'information des O.N.G. Bien que le nombre d'organismes ait augmenté depuis l'époque de la dernière étude, il serait possible à bon nombre d'entre nous, en tant que membres des communautés de recherche, d'étudier les besoins d'information d'une variété d'O.N.G. Des limiteurs géographiques ou d'actualités peuvent être utilisés pour étudier les ressources de ces organismes. En fait, une série d'études, faites par un nombre dispersé de bibliothécaires serait extrêmement utile pour définir les conditions d'information et les ressources d'un grand nombre d'O.N.G.

Tandis que ces études sont achevées, quelles autres stratégies pouvons-nous, en tant que bibliothécaires, articuler afin de mettre en application la capture de l'information créée par les O.N.G.? D'abord, nous pouvons faire ce que les bibliothécaires font le mieux – un réseau entre les uns et les autres et nos communautés pour découvrir quels types de matériaux sont produits. Bon nombre d'entre nous dans les bibliothèques académiques sont poussés plus loin dans le monde numérique. L'existence et la prolifération des dépôts numériques pour

l'information étant créées sur nos propres campus, elles peuvent être employées pour créer des archives semblables de la production d'information d'O.N.G. L'avantage de cette stratégie est la capacité d'employer nos compétences dans l'organisation pour rendre les matériaux plus faciles d'accès dans un format standard. En outre, bon nombre d'entre nous travaillent avec des étudiants activement engagés dans l'étude des O.N.G. qui se rendent compte des ressources de certains de ces organismes. Nous devons également utiliser ces réseaux personnels de la connaissance.

Une autre manière pour le réseau d'information est de joindre une des O.N.G. actives dans la fourniture d'aide bibliothéconomique aux O.N.G. Une telle organisation est connue sous le nom de CHARM (Charity Archivists and Records Managers Group <http://www.archives.org.uk/srg/srgaffiliated.asp#charm>), qui fonctionne spécifiquement avec des enregistrements des organismes philanthropiques tels qu'Oxfam, NSPCC, et la Société des Enfants en Grande-Bretagne. Les associations de bibliothèques, qui sont elles-mêmes des organisations non gouvernementales, peuvent avoir des comités et des sections faisant ce type de travail. Si l'organisation à laquelle vous appartenez ne fonctionne pas dans le secteur, elle vous fournit un moyen de développer une initiative.

Sur une échelle très petite, il serait possible de consulter l'Annuaire des Organismes Internationaux et de choisir une ou plusieurs agences à contacter. On peut faire des accords coopératifs par lesquels les matériaux produits dans votre institution pourraient être envoyés en échange contre des matériaux d'une autre variété. Plusieurs de ces accords réciproques existent dans un grand nombre d'universités. L'échange bénéficie aux deux parties, apportant les matériaux dont la petite O.N.G., sous-financée, a besoin pour réussir, et fournissant un enregistrement de ses activités, publications, et rapports pour ceux qui fonctionneront dans ce domaine à l'avenir.

La question du transfert et de l'acquisition de technologie est beaucoup plus complexe. Oui, l'Internet a trouvé son chemin jusqu'aux coins les plus éloignés du monde. La question à se poser est, "qui contrôle l'Internet dans n'importe quel pays donné ?" Beaucoup d'organismes qui peuvent avoir l'équipement nécessaire pour joindre la communauté en ligne trouvent leur capacité à communiquer réduite par une infrastructure dégradée ou inexistante. Le prix de la technologie a sensiblement baissé lors de la dernière décennie, mais il y a toujours une disparité au niveau de l'accessibilité. Les effets de cette disparité sont les plus évidents dans la livraison des services de santé aux communautés des pays en voie de développement. Un rapport au sujet de Healthlink Worldwide, qui travaille dans un certain nombre de ces pays pour améliorer la livraison de l'information et de la communication relative à la santé, montre la disparité au niveau des ressources, et la disparité dans l'acceptation de la technologie par les diverses populations. Les services de l'organisation sont fournis dans une variété de formats, mais une étude de leur travail en Tanzanie a montré que le "personnel sanitaire estime davantage les manuels que des bulletins et des journaux, quoique ces deux derniers puissent contenir une information de qualité semblable, et soient meilleur marché." (Hammond et Richardson, 2003)

L'archivage digital, la gestion de réseau, et la communication avec les O.N.G. fourniront à nos bibliothèques de très riches ressources. Cela fournira également à l'O.N.G. l'occasion de faire passer leurs messages. Le nouveau Center for Global Studies à l'université de l'Illinois est très intéressé à s'engager dans un processus d'archivage, de gestion de réseau, et de communication dans ce secteur. Nous vous invitons à vous joindre à nous dans notre travail pour faire le nécessaire afin de rendre l'information de l'O.N.G. disponible pour ceux qui ont

besoin et qui désirent ces ressources. Si la technologie continue à soutenir les buts de ces agents de la société civile, la voix d'avertissement sera entendue plus clairement et avec une plus grande urgence à l'avenir.